Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture
FERC-CGT

CGT Educ'Action Nord

Bourse du Travail, Boulevard de l'Usine,
CS 20 111, 59030 LILLE Cedex
Tel: 03 20 52 56 55 e-mail : 59@cgteduc-lille.org

Le 24 janvier 2024

Déclaration CGT AU CSA départemental DGH

Le mépris, toujours le mépris. C'est le sentiment que ressent une grande partie du monde de l'Education depuis 2017. Le gouvernement parvient à faire plus fort que sous l'ère Blanquer dans la dernière séquence, ce qui n'est pas peu dire dans le domaine.

Nous nous sentons méprisés quand le nouveau premier ministre Gabriel Attal utilise le ministère de l'Éducation nationale comme tremplin, lui qui vantait la nécessité du temps long dans ce ministère aura échoué de peu à battre le record de brièveté. C'est encore le sentiment du mépris qui s'exprime par le choix de la nouvelle ministre et du périmètre de son ministère. Les personnels découvrent désormais que la gestion des JO est plus importante que celle de l'Éducation nationale. La première intervention de notre nouvelle ministre, Madame Oudéa Castera, a fait polémique. Ce n'est pas un dérapage mais l'aveu du mépris de ceux qui nous gouvernent. Elle s'est exprimée sans le vernis de « comm » habituel, ce qui a permis de dévoiler les vraies intentions de ce gouvernement : promouvoir l'enseignement privé qui organise le séparatisme social subventionnée, humilier le service public et ceux qui le servent avec conviction, et cela en prime avec un mensonge sur les absences des enseignants pour complaire aux idées reçues chez certains électeurs. Comme si les absences non remplacées n'était pas la responsabilité des ministres de sa majorité, comme si c'était la faute des enseignants.

C'est un signal désastreux adressé aux parents et aux personnels qui tiennent le système à bout de bras. La confiance est déjà rompue. Cette séquence aura peut-être le mérite de montrer à tous ceux qui en doutaient encore, la nature hors sol de ceux qui nous gouvernent et leur but : le tri social, y compris par l'école.
Le plan mise en œuvre par la nouvelle ministre sera celui de la feuille de route présidentielle élaborée cet été et confirmée en ce début d'année par le discours du « réarmement civique » : L'uniforme, le SNU, la volonté de faire du DNB un filtre vers le lycée, le redoublement, etc.. , ces dispositifs se veulent innovants alors qu'ils sentent la naphtaline.
Où est l'urgence ? Que demande les personnels, en particulier leurs organisations syndicales, dont la CGT ? Que demande ceux qui sont au contact du métier, les premiers experts, ceux qui travaillent au quotidien pour notre jeunesse ? Le respect de leur liberté pédagogique et de leur statut contre les injonctions venues d'en haut, des moyens supplémentaires pour diminuer les effectifs par classe, des hausses de salaires pour reconnaître la difficulté des métiers de l'Education. Rien de tout cela n'est accordé. C'est l'inverse qui est proposé. Ainsi, « le pacte » qui détruit les statuts par la dérégulation des ORS, annualise le temps de travail, contourne les grilles de rémunération, propose de gagner plus à la condition de travailler plus, renforce la verticalité de la direction. La question de la difficulté scolaire est réglée de la façon la plus injuste et la plus brutale qui soit : par la différenciation par groupe de niveau, au détriment des élèves les plus en difficulté comme l'ont démontré la plupart des études à ce sujet. Par ailleurs, les élèves « triés » vont se trouver sous un régime dérogatoire, hors du cadre collectif de la classe, avec la possibilité de se voir retirer des heures d'enseignements comme la LV2 par exemple.

Et surtout : les moyens supplémentaires ne sont pas au rendez-vous ! Pour la dotation de notre département, nous constatons que pour un nombre d'élèves plus ou moins identique à l'an dernier, en légère baisse, les dotations sont à peu près équivalentes (21 ETP en plus tout de même). Cette dotation

stoppe l'hémorragie mais ne compense pas les pertes des années précédentes. Le taux d'encadrement restera donc insuffisant après les coupes sombres depuis une quinzaine d'années. Nous restons le pays d'Europe avec les classes de collège parmi les plus chargées d'Europe. Si la moyenne européenne s'élève à 20,9 élèves au collège, en France, elle s'établira toujours à 25,6 élèves, 24,3 pour notre département. Avec cette dotation, il y aura même moins d'encadrement pour ceux qui ont plus de besoin. Le seuil d'ouverture de classe du groupe A est relevé à 23,99. Pour le groupe A, Le H/E sera l'année prochaine de 1,51 contre 1,54 cette année. Quoi qu'il en soit, nous considérons que la baisse démographique qui devrait se prolonger dans notre département, devra servir à renforcer l'encadrement dans les collèges d'une Académie qui reste défavorisée.

Le ministère a communiqué au national sur les 2330 emplois supplémentaires pour la mise en place des groupes de niveau, mais près de la moitié sont en fait du redéploiement du dispositif d'approfondissement et de soutien en 6eme, dispositif qui sera donc supprimé sans revenir d'ailleurs sur la suppression de la technologie (suppression que la CGT a combattue). Les groupes de niveaux ont reçu des moyens pour fonctionner nous dit-on, le calcul de l'allocation de ces moyens va créer des paradoxes : des classes de collèges, en particulier ceux du groupe A, vont avoir des conditions dégradées. Il y aura potentiellement plus d'élèves dans les groupes de niveau, que s'il n'y avait pas eu de réforme. Nous avons bien compris que la dotation pour les groupes de niveau sera faite selon les résultats des évaluations et sera constituée par seuil, bien que les modalités précises de calcul ne nous aient pas été fournis mis à part les groupes de besoin à 15. Il y aura donc des effets de seuil injustes, à un ou deux élèves près on pourrait se retrouver avec un groupe de plus ou de moins avec des effectifs surchargés.

La création de ces groupes de niveau va entraîner des problèmes d'organisation. Des professeurs de français supplémentaires et autant de mathématiques pour toute la France devraient être recrutés, on s'en réjouit, mais les concours peinent à faire le plein, le métier n'étant plus attractif. La mise en barrette obligatoire va obliger les enseignants à cumuler les niveaux, va compliquer les emplois du temps.

Enfin, ce sont toujours plus d'Heures supplémentaires (presque le quart des moyens en plus sont des HSA, 7,40 % des moyens au total) données à des personnels surchargés de travail et mal payés, des collègues n'ont parfois pas d'autre choix pour pouvoir vivre dignement que d'enchaîner ces heures en plus.

Une dotation qui ne donnera plus de moyen au collège Watteau de Valenciennes qui sera rayée de la carte à la rentrée 2024. Cette suppression est un résumé de la politique actuelle de l'Education Nationale : concertation minimale avec les personnels, suppression d'un établissement à taille humaine, renforcement de la ségrégation scolaire.

Pour terminer notre déclaration ; Quid des dernières annonces présidentielles ? Nous avons bien compris qu'il faudra intégrer "une instruction civique refondée". Le chef de l'Etat a évoqué "un volume horaire doublé, une heure par semaine dès la rentrée 2024. Quid du théâtre ? Y aura-t-il des dotations complémentaires pour ces annonces ou bien cela sera-t-il appliqué aux dépens d'autres disciplines ?

"L'avenir des enfants de la République reste encore par trop déterminé par le nom de famille, l'endroit où l'on est né, le milieu auquel on appartient", ce sont les mots de notre chef de l'état qui installe dans le même temps une école du tri social, à deux vitesses sans y voir de contradiction. La CGT Éduc'action luttera pied à pied contre la politique réactionnaire de ce gouvernement qui détruit méthodiquement le service public d'Education Nationale. Elle appelle l'ensemble des personnels à la grève le 1er février, pour exiger des hausses substantielles de salaire, des créations massives de postes et l'abandon des mesures « choc des savoirs » et de la réforme des LP, qui visent à instituer une Éducation nationale à deux vitesses au détriment des classes populaires et de la liberté pédagogique des enseignants.